

Juillet 2009

## Evenements Cles

- **Des produits toxiques dangereux pour la sante de l'homme en Guinée**
- **Environ 1.000.000 dollars US sollicités pour boucler convenablement les activités planifiées pour 2009-2010 en faveur des refugies encore présents en Guinée**

## 1- SITUATION HUMANITAIRE

### 1.1 Santé

Le mois de juillet 2009 a enregistré une nette amélioration du contrôle de l'épidémie de cholera avec 29 cas notifiés sans décès en comparaison à la même période en 2008 où on enregistrait 229 cas et 42 décès.

- **Grippe A (H1N1)**

Un (1) cas suspect a été signalé à Kamsar dans la Préfecture de Boké, mais doit être confirmé par la mission d'investigation qui vient d'être dépêchée sur les lieux. Les mesures de préparation prises par l'Equipe pays des Nations Unies (UNTC) et par le gouvernement, portent entre autres, sur : la finalisation des plans de contingence UNCT et pays ; la poursuite de la surveillance au niveau des points d'entrée et des sites sentinelles et la formation des laborantins des 5 centres médicaux des Communes de la Ville de Conakry à la collecte, l'emballage et le transport des échantillons dans le cadre de la pandémie H1N1 au niveau du laboratoire de virologie du Centre Hospitalier Universitaire de Donka/Conakry, principal hôpital national.

### **Catholic Relief Services :**

Dans le mois de juillet, CRS a démarré le projet « Combattons le Paludisme et la Bilharziose à la Source », financé par la Banque Mondiale par le biais de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS). Le projet aura une durée de 24 mois, pendant lesquels il est prévu une large distribution de MILD et de médicaments contre les parasitoses dans les dix préfectures riveraines des affluents du Sénégal, dans les régions de Labé, Mamou, Faranah et Kankan. Ce projet est mis en œuvre en partenariat avec l'Organisation Catholique pour la Promotion Humaine (OCPH).

### **Célébration de la Journée Mondiale de la Population**

Le gouvernement guinéen et le Fonds des Nations Unies pour la Population, (UNFPA), ont célébré le 11 juillet 2009, la Journée Mondiale de la Population sous le thème « la protection des groupes de populations marginalisées contre la crise économique mondiale ». Le lancement des activités a eu lieu cette année dans la préfecture de Pita (Région administrative de Mamou) et les activités se sont poursuivies dans tout le pays et durant tout le mois de juillet. Ces actions permettront de sauvegarder les acquis du développement en temps de crise et d'éviter ainsi une chute inexorable vers une pauvreté qui pourrait durer pendant des générations.

### **Troisième recensement général de la population**

La représentante du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a procédé au cours de la semaine écoulée à la remise officielle d'un important lot d'équipements et de matériels destinés au troisième recensement national des populations guinéennes. Il s'agit d'équipements roulants, de cartographies et de communication d'un coût global de plus de 960 000 dollars US, soit environ 4.9 milliards de francs guinéens. Le Ministre du Plan et de la Promotion du Secteur Privé a au nom du gouvernement, rassuré que la réalisation du 3ème recensement général de la population et de l'habitat permettra d'actualiser les données sur l'effectif de la population guinéenne, sa répartition géographique, sa composition et ses tendances futures.

## 1.2 Protection

### **Refugies : Table Ronde des bailleurs de fonds sur l'intégration locale des refugies libériens et sierra léonais ainsi que pour l'assistance aux refugies ivoiriens**

Organisée le 15 juillet 2009 par le HCR, et présidée par le Ministre de l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques (MATAP) ayant à ses cotés le Gouverneur de la Région Administrative de N'Zérékoré, la Table Ronde a réuni des représentants des bailleurs de Guinée, des Agences sœurs des Nations Unies, des représentants de départements ministériels et des médias publiques et privées.

Il s'avère que les activités prévues en 2009 et 2010 telles que la documentation, l'agriculture, les activités génératrices de revenus, la santé, l'assainissement, la réhabilitation et la protection de l'environnement, l'habitat et l'éducation des enfants réfugiés, ainsi que les infrastructures, ne pourront pas être réalisées avec les ressources actuelles disponibles s'élevant à US 1.200.000. En 2009 les besoins s'élèvent à USD 2.626.000 pour un budget approuvé de USD 1.300.000 avec des ressources disponibles de USD 1.209.000 à ce jour, d'où un net recul par rapport au budget approuvé de 2.460.000 USD de l'année 2008.

S'agissant des refugies ivoiriens, les ressources disponibles de 195.300 dollars prévus en 2009 ne peuvent couvrir que 6 mois de soins et entretiens, et ceci dans l'hypothèse que le PAM accepte d'assurer la fourniture de vivres jusqu'à la fin de 2009.

#### **Catholic Relief Services :**

Sur demande de l'UNHCR, CRS a décidé de poursuivre son projet d'appui aux refugies ivoiriens dans la région de N'Zérékoré, qui aurait dû se terminer au mois de juin. Ce projet aussi est mis en œuvre en partenariat avec le réseau OCPH.

En collaboration avec WANEP, CRS a aussi entamé la phase préparatoire du projet « Des yeux ouverts pour la Démocratie », financé par le Gouvernement américain, qui porte sur l'appui aux organisations de la société civile pour le suivi et l'observation des prochaines élections législatives.

## 1.3 Coordination

### *Fonds CERF pour la Guinée*

Chaque année, le fonds d'urgence des Nations Unies (CERF) alloue des fonds pour les urgences humanitaires les plus sous financées. La Guinée vient d'être sélectionnée comme bénéficiaire d'un montant de 1.200.000 dollars. Cette somme se répartit partagée entre les projets du CAP Guinée qui n'ont pas encore été financés ou pas suffisamment, et qui ont une action directe sur la réduction de la mortalité (*lifesaving*).

### **Relance des mécanismes de coordination a Nzérékoré et Kissidougou**

Le bureau OCHA Guinée est présentement dans une phase de désengagement progressif. En cette période de transition, un accent est mis sur le renforcement des capacités des acteurs nationaux notamment sur les mécanismes de coordination Humanitaire et la gestion des catastrophes. C'est dans ce cadre qu'après Labe et Kankan, une mission de OCHA avec une implication du PNUD et des partenaires gouvernementaux notamment le Service National pour l'Action Humanitaire (SENAH).s'est rendue du 12 au 17 Juillet, a Kissidougou et Nzérékoré. La partie nationale a apprécié beaucoup ces initiatives du Système des Nations Unies, mais a sollicité un appui pour pouvoir assumer ses responsabilités. Des groupes sectoriels ont également été mis en place a l'image de Conakry

Ainsi dorénavant, dans les chefs lieu de 4 régions naturelles du pays, des réunions de coordination humanitaire auront lieu tous les deux mois et rassembleront les agences des Nations Unies et les organisations internationales et nationales. Il y aura également une réunion de coordination générale avec les autorités tous les trois mois présidée par les gouverneurs des régions administratives.

### **Plan de contingence pour les catastrophes d'origine humaine**

Le plan de contingence IASC, qui avait été mis a jour après le coup d'état du 23 décembre 2008 en Guinée, a été revu en juillet à Conakry par des représentants des agences du système des Nations Unies, des ONG et de mouvement de la Croix Rouge. Les plans de réponse ont également été retravaillés par les groupes sectoriels (cluster). La version finale du document a été disséminée. Un exercice complémentaire vient d'être effectué pour

la ville de Conakry. Ce plan vise à identifier les risques et scénarios de conflit dans la capitale, à en évaluer les conséquences humanitaires et à développer des plans de réponses sectoriels adaptés.

## 2- SITUATION SOCIOPOLITIQUE

### ***Cinquième session du GIC –G en Guinée***

La 5<sup>ème</sup> session du groupe international de contact sur la Guinée (GCI-G) s'est tenue les 16 et 17 juillet 2009 à Conakry. Elle visait à assister la Guinée à organiser les élections devant conduire au parachèvement de la transition. Il s'agissait entre autre de faire des propositions concrètes pour éliminer toutes les entraves à la confection des listes électorales, à la contribution des ressources financières promises par les autorités, au manque de dialogue entre les autorités et les forces vives, principaux acteurs de la transition, et également du non fonctionnement des structures devant assurer le toilettage de la constitution et des lois électorales pour faciliter la tenue des élections en fin 2009. Le Premier Ministre a, au nom du chef de l'Etat, demandé à tout un chacun d'aider la Guinée à réussir la restructuration des forces de défense et de sécurité ; un objectif fondamental pour consolider la transition et garantir la situation sociopolitique du pays tout en lançant un appel pressant à tous les partenaires et amis de la Guinée de faire de cette préoccupation, un enjeu majeur qui permettrait de financer et de mettre en œuvre cette réforme fondamentale ainsi que celle du système judiciaire guinéen. Au terme des travaux, le porte-parole du GIC-G, le Président de la Commission Paix et de la Sécurité de l'Union Africaine, M. Lamamra Ramtane, s'est dit satisfait du niveau des débats entre les autorités et les acteurs politiques, estimant que seul le dialogue peut aider la Guinée à transcender la conjoncture actuelle pour trouver des solutions au processus de démocratisation du pays à travers l'esprit du chronogramme et la mise en place des outils institutionnels nécessaires pour la progression systématique des objectifs de la transition. A l'occasion, le président de la République, le capitaine Moussa Dadis Camara a, au cours de sa rencontre avec la mission du GIC-G et les forces vives, réaffirmé son engagement à respecter le chronogramme.

### ***Programme d'urgence du gouvernement pour la fourniture d'électricité aux quartiers de Conakry.***

Le président de la commission « Eau et Electricité pour tous », ministre d'Etat à la présidence chargé de l'Aménagement du Territoire et du Patrimoine Bâti Public a indiqué qu'un plan d'urgence a permis de faire un diagnostic de la situation sur deux aspects essentiels, trouver des solutions d'urgence au manque d'eau et d'électricité et celles à long terme. La situation est catastrophique avec des installations des centrales thermiques et hydroélectriques en déliquescence. Le coût global des investissements pour leur réhabilitation est estimé à 133. 247.862 euros. Le programme envisagé pour l'électrification de la ville de Conakry dans les trois prochains mois prévoit l'installation de quatre nouvelles centrales thermiques sur les sites de Manèyah, Enta, Hamdalaye et Matoto pour un coût d'investissement de 75.881.150 euros.

Pour le financement de ce projet, l'Etat dispose déjà des fonds non budgétisés à savoir 60 milliards de francs guinéens provenant du recouvrement des audits, 22 millions de dollars obtenus du paiement des taxes de la société aurifère de Guinée (SAG) et de 44 milliards de francs guinéens représentant la contribution des bonnes volontés au programme d'urgence «Eau et Electricité pour tous ».

### ***Audit général portant sur les 24 dernières années***

Dans un communiqué officiel publié au cours de la première semaine de juillet, le CNDD a décidé d'engager une vaste opération de contrôle et de vérification dans tous les départements ministériels et ce pour les 24 années du régime précédent de même que les six premiers mois de l'équipe au pouvoir depuis le 23 décembre 2008. A cet effet, un appel d'offres international sera ouvert à tous les cabinets d'audits privés nationaux et étrangers. Ces audits concernent la gestion de tous les anciens premiers ministres et leurs gouvernements successifs de même que tous les départements ministériels dont ceux des secteurs névralgiques de l'économie nationale. Il est à noter que les audits ne porteront pas sur les événements de juin 2006 et de janvier et février 2007.

### ***Reprise annoncée des opérations de recensement***

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé la reprise des opérations de recensement des électeurs le 18 juillet sur toute l'étendue du territoire national et pour une période de dix jours. Le président de la CENI a indiqué que plus de 4 millions d'électeurs sont déjà recensés sur un effectif de plus de 5 millions de guinéens inscrits. Le budget global de tout le processus de révision des listes électorales est estimé à plus de 40 milliards de francs guinéens.

- **Visite d'Etat du Président du Sénégal a Conakry**

Selon le communiqué final publié au terme de la de visite du Président Wade à Conakry le dimanche 26 juillet 2009, les deux chefs d'Etats ont réitéré leur volonté commune de lutte contre toutes formes de criminalité transfrontalière conformément aux engagements internationaux en la matière. Dans cet esprit, ils ont aussi lancé un appel à leurs pairs de la sous région pour le renforcement de la coopération par des échanges d'informations entre les services compétents. Mr Abdoulaye Wade réaffirmant sa politique constante de bon voisinage, a assuré que la République du Sénégal ne servira jamais de bases arrières à quel que mouvement que ce soit pour déstabiliser la Guinée.

- **Saisie de produits chimiques dangereux dans la commune de Matoto – Conakry**

Suite à la saisie de produits chimiques nocifs dans la commune de Matoto à Conakry, dans la concession d'un certain Mamadou Ciré Bah en cavale, le Ministre des Affaires Etrangères a conféré avec les représentants du corps diplomatique et des Institutions Internationales, de même que des medias. Le Ministre a indiqué qu'en termes de conclusions préliminaires sur les produits chimiques la situation est préoccupante car :

- ces produits constituent une menace pour la vie des populations (risques d'intoxication, cancer, explosions) et pour l'environnement

- la drogue et les produits dérivés qui transitaient semblent être, de nos jours, aussi transformés dans le pays

- les explosifs découverts constituent également un danger pour tout le pays

- Des ménages environnants se sont vus contraints de se déplacer à au moins 1500m du dépôt des ces produits.

Le Ministre des Affaires Etrangères a, à cet effet, lancé un appel pressant aux Etats, pour ce qui est « une question de vie et de sante publique », certifiant que les responsabilités seront établies en temps opportun par les enquêtes en cours.

Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordonnateur Humanitaire /Coordonnateur Résident (CH/CR) du Système des Nations (SNU), a indiqué à l'occasion, qu'après avoir transmis la copie du rapport des autorités guinéennes au Siege sur les produits chimiques découverts, les Nations Unies se sont engagées a dépêcher en Guinée une équipe d'experts des nations Unies en provenance de Vienne et de Dakar pour appuyer le pays.

**OCHA-Guinée**

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de vous adresser à :

Alexandre Gashangi, Chef de Bureau OCHA Guinée a.i – tel + 224 63 35 62 20, Email [gashangi@un.org](mailto:gashangi@un.org)

Madeleine Maka Kaba, Chargee de Communication, tel +224 63 35 62 25, E-mail : [makam@un.org](mailto:makam@un.org)

